

Questions orales

Le ministre annoncera-t-il aujourd'hui un moratoire sur l'expulsion de ces femmes réfugiées et s'engagera-t-il à réexaminer tous ces dossiers à la lumière des nouvelles lignes directrices?

L'hon. Bernard Valcourt (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, nous avons déclaré que tous les dossiers dont la CISR est saisie sont maintenant assujettis aux lignes directrices que M^{me} Mawani a fait connaître en mars. Chaque dossier d'expulsion devant faire l'objet d'un examen final à l'administration centrale est examiné à la lumière de ces lignes directrices.

La députée devrait remercier notre gouvernement et nous féliciter d'avoir mis les lignes directrices à jour afin de protéger ces personnes. Tous ces dossiers sont effectivement réexaminés à la lumière de ces lignes directrices.

* * *

[Français]

L'INDUSTRIE MINIÈRE

M. Guy Saint-Julien (Abitibi): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Dans le budget fédéral de la semaine dernière, le gouvernement a annoncé qu'il ne renouvellera pas l'entente de développement économique régional touchant les mines.

Est-ce que le ministre peut nous dire aujourd'hui que l'entente Canada-Québec sur le développement minier au coût de 100 millions de dollars signée en décembre 1992 sera maintenue jusqu'en 1998 au Québec?

M. Michel Champagne (secrétaire parlementaire du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur le Président, je voudrais rassurer mon collègue qu'effectivement l'entente sera maintenue tout en respectant, bien entendu, les compressions budgétaires qui ont été prévues.

Mais du même souffle, je voudrais rappeler au député que présentement avec l'initiative de Whitehorse, le gouvernement fédéral, les provinces, l'entreprise, les travailleurs et tous ceux qui sont de près ou de loin rattachés à l'industrie minière travaillent pour redonner au secteur une meilleure compétitivité, et c'est exactement ce que nous continuerons à faire dans les prochaines années.

• (1450)

[Traduction]

LES FORÊTS

M. Bob Corbett (Fundy—Royal): Monsieur le Président, c'était hier le début de la Semaine nationale de la forêt, qui est parrainée par le ministère fédéral des Forêts.

Le but visé est de sensibiliser davantage l'opinion à l'importance des forêts pour le Canada. La semaine dernière, j'ai assisté dans ma circonscription à la signature d'un accord sur la forêt modèle de Fundy.

Nous sommes nombreux à savoir à quel point la santé de nos forêts est importante pour le tourisme, l'environnement et l'économie. Notre secteur forestier produit chaque année des exportations d'une valeur de 20 milliards de dollars et fait vivre des centaines de localités. Pourtant, l'exposé budgétaire nous apprenait la semaine dernière que le gouvernement avait décidé de ne pas renouveler les ententes fédérales-provinciales sur l'exploitation forestière qui sont en vigueur dans toutes les provinces et tous les territoires.

Ma question s'adresse au ministre des Forêts. Faut-il conclure que le gouvernement fédéral se retire de ce secteur? Le gouvernement entend-il honorer ses obligations, dans le cadre de ses engagements à l'égard du développement durable?

L'hon. Frank Oberle (ministre des Forêts): Monsieur le Président, mon collègue fait remarquer que des contraintes d'ordre financier nous ont forcés à décider d'éliminer progressivement au cours des quatre prochaines années des accords sur l'exploitation de ses forêts.

Heureusement, la plupart des objectifs visés par ces accords ont été atteints. En fait, la superficie exploitée a augmenté de 15 p. 100 depuis 10 ans. On a reboisé correctement le double de la superficie exploitée. Par conséquent, le gouvernement fédéral peut se tourner vers de nouvelles priorités, comme le programme des forêts modèles, et ses obligations internationales.

* * *

LE MAINTIEN DE LA PAIX

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg—Sud—Centre): Monsieur le Président, ma question s'adresse à la ministre de la Défense.